

## **Une journée Petite Enfance à Laeken**

Le lundi 2 mai, le Comité Petite-Enfance de la Coordination Sociale de Laeken a organisé une journée de rencontre et de réflexion dédiée aux travailleurs du secteur de la petite enfance.

### **Avant toutes choses, la Coordination Sociale de Laeken, c'est quoi ?**

La Coordination Sociale de Laeken (CSL), c'est tout simplement un réseau qui rassemble les travailleurs sociaux de Laeken. Ces travailleurs se réunissent six fois par an dans des journées de formation. Le but de ces rencontres est double.

D'abord, constituer un maillage social fort permettant aux structures d'avoir une vision claire de ce qui existe dans le quartier. Ensuite, établir un état des lieux permettant de mieux comprendre la complexité des situations vécues par les habitants. Cela nous amène à travailler sur nos pratiques, notre approche du travail social, notre rôle professionnel et notre responsabilité dans nos actions.

La Coordination Sociale rend tous les six ans un document au Collège des Bourgmestre et Échevins : le Plan Global de Revitalisation de Laeken (PGRL). Ce document est un diagnostic issu de ces rencontres. Divisé par thématique (logement, culture, petite enfance, santé, ...), le PGRL présente l'état des lieux des besoins du quartier, de ses ressources et veut proposer des pistes d'action en vue d'une amélioration de la vie des habitants. Il est actualisé tous les six ans dans une démarche impliquant les acteurs locaux, tant les travailleurs que les habitants.

### **Et les Comités d'action de la CSL ?**

Les Comités d'action sont des groupes issus de la Coordination Sociale organisés par secteur. Ces Comités ont pour mission d'élaborer plus finement l'état des lieux de leur secteur et mettre en place les pistes d'action issues du Plan Global. Le Comité Petite-Enfance fait partie de ces groupes d'action. Il rassemble une vingtaine de professionnels agissant dans le secteur de la petite enfance.

Maintenant que vous avez une image un peu plus claire de cette coordination et de son fonctionnement, passons à la démarche qui a amené à cette journée Petite Enfance.

### **Les objectifs de la journée Petite Enfance du 2 mai**

La volonté de cette journée était donc de s'imbriquer dans la méthodologie d'actualisation des constats sur le secteur de la petite enfance posés dans le PGRL de 2019. Bien sûr, établir des constats sans élaborer des pistes d'action n'est pas très utile. La journée était donc également pensée comme un espace permettant de collectivement construire une analyse,

des revendications, des interpellations et des nouvelles façons d'appréhender des situations dont les problématiques sont structurelles.

### **Les constats énoncés lors du PGRL 2019**

Le premier, c'est la **précarité** des familles laekenoises qui s'aggrave. Cette précarité touche bien évidemment les enfants, et ce, dans tous les domaines (logement, santé). C'est la difficulté de certaines familles à boucler les fins de mois, à trouver un logement décent à un prix raisonnable, à pouvoir offrir des loisirs à leurs enfants ou tout simplement accéder à certains services comme les soins de santé.

Le deuxième constat, c'est le **manque de lien social**, l'isolement. Les familles font part de leur besoin d'être en lien avec d'autres familles, de leurs difficultés de trouver des informations pertinentes et non-commerciales sur ce qui existe dans le quartier.

Le troisième constat, c'est celui de l'impossibilité et du **manque de choix quant au mode d'accueil** de leur enfant (lieu, fréquence, modalités...). Il y a tellement de familles au contexte différent qu'il faudrait une adaptabilité plus grande dans les types d'accueil des enfants de 0 à 3 ans. Il manque un endroit accueillant, bienveillant, adaptable aux besoins des familles et qui garantirait la continuité de l'accueil de l'enfant et de sa famille.

Toujours concernant les lieux d'accueil, l'entrée et le choix d'une crèche ou d'une école pour les enfants et les familles sont toujours sources de stress, dû au manque de places et des complexités institutionnelles.

Le quatrième constat est, justement, **la lourdeur institutionnelle**. La difficulté de comprendre ce qui est dit, en français ou en néerlandais, et donc d'effectuer les tâches administratives, de comprendre ce qui est demandé ou expliqué dans les institutions, les services, les ASBL mais aussi de comprendre ce qu'on dit de la journée et des évolutions des enfants en milieu d'accueil ou à l'école.

Le cinquième constat est celui du manque de **place pour l'enfant dans l'espace public**. Les familles souhaitent des rues aménagées, des parcs multifonctionnels et sécurisés qui soient vecteurs de lien, de temps partagé en famille et qui offrent aussi des possibilités de déposer ses enfants.

Et enfin, le dernier et sixième constat, les problèmes de **précarité et de réforme dans le secteur de la petite enfance**.

Le secteur de la petite enfance est face à un manque de moyens. Le PGRL 2019 explique la difficulté pour les travailleurs d'essayer de gommer les effets de la précarité quand eux-mêmes et leurs institutions vivent les mêmes réalités. Ils disent que trouver un équilibre entre les réglementations et un comportement « humain » est parfois difficile et peut être source de burn-out.

Concernant les réformes du secteur de l'accueil, les travailleurs disent qu'elles risquent de toucher aux moyens et à la philosophie de leur travail : le subventionnement possible des milieux d'accueil atypiques, selon certains critères, permettrait effectivement de pouvoir pérenniser les projets mais en adaptant les pratiques. Pour y arriver sans perdre leurs spécificités et leur qualité d'accueil, il sera nécessaire de suivre ces réformes de près autant dans l'actualité que par un groupe de travail. En attendant, la réalité des milieux d'accueil atypiques est faite de subsides ponctuels et de recherches de solutions au jour le jour.

Voilà les six grands constats, ici résumés, du PGRL 2019 concernant le secteur de la petite enfance. Le document entier est à retrouver sur le site de l'ASBL PICOL dans l'onglet CSL ([www.picol.be](http://www.picol.be)).

### **Le déroulement et les résultats de la journée Petite Enfance du 2 mai**

La journée a lancé la quinzaine de la petite enfance de la Ville de Bruxelles. Elle se déroulait au stade du Heysel et était composée de trois grands moments.

Une matinée « village de stands » qui se voulait simple et conviviale. L'occasion pour les professionnels de se rencontrer, de voir ce qui existe à Laeken et à Bruxelles, d'aller plus loin que le site internet des structures présentes et d'échanger sur le travail de terrain et les situations croisées.

L'après-midi, nous nous sommes mis au travail. Par table, nous nous sommes rassemblés autour des constats de 2019 afin de voir ce qui avait changé, ce qui s'était renforcé, ce qui avait disparu. De ce partage, des points d'attention ont été dégagés permettant de mettre en lumière les travaux à venir.

### ***Compte rendu des tables de travail***

En 2021, 10% de la population se trouve en situation de privation matérielle et sociale c'est à dire pas d'accès à certains biens/services pour avoir un niveau de vie acceptable.

La situation ne s'est pas améliorée, le taux d'enfants privé d'au moins 3 éléments nécessaire à leur bon développement est de 29% (données actualisées en 2022).

On sait que les conditions précaires dans lesquelles vivent les enfants impactent tous les volets de leur existence et que les 1000 premiers jours sont cruciaux pour avoir un bon départ dans la vie. Ceci vient souligner l'importance de fréquenter les MAC (Milieux d'Accueil Collectifs) de qualité dès le plus jeune âge.

Tous ces manques ont des conséquences nombreuses dépassant le monétaire (énergie, logement, mobilité, santé, éducation, loisirs, culture, participation à la vie du quartier).

Cette problématique multi-dimensionnelle implique des solutions multi-dimensionnelles qui nécessitent une vision commune, le partage et la mise en commun de tous les acteurs agissant dans le milieu de la Petite Enfance.

L'histoire étant faite de crises qui ne se remplacent pas mais se succèdent (la crise du Covid, la crise énergétique, la guerre, ...), de nouveaux publics frappent aux portes des services d'aide. La classe dite moyenne se retrouve avec de plus en plus de problèmes économiques et glisse lentement dans la classe décrite comme la plus pauvre.

#### a) Problème d'accessibilité

Les familles en situation de pauvreté fréquentent peu les milieux d'accueil, les ATL (Accueil Temps Libre), or ce sont elles qui devraient en bénéficier le plus. Plus de 80% des MAC sont fréquentés par des familles où au moins un des deux parents travaille.

Les familles doivent avoir un minimum des revenus fixes (au moins être au CPAS) ce qui laisse les familles les plus précaires (notamment les familles en situation irrégulière) sans possibilité d'avoir une place.

Les familles n'ayant pas de mutuelle n'ont pas accès aux services, ce qui vient renforcer l'exclusion qu'elles subissent.

La parole des citoyens les plus vulnérables est complètement absente car ils sont invisibles, ils ne fréquentent pas les structures C'est un paradoxe puisque ces structures existent principalement pour répondre aux besoins de ces familles.

#### b) Difficulté d'arrimer le public

Il y a une très grande difficulté d'identifier une partie du public qui pourrait bénéficier de ces espaces Petite Enfance.

Il y a d'un côté la difficulté de toucher le public que nous ne touchons pas, qui reste écarté du réseau associatif autour de la petite enfance (ceux qui n'ont pas recours).

D'un autre côté, il y a la difficulté de créer un lien de confiance avec le public, essentiel pour pouvoir ancrer la relation, faire le relais vers d'autres associations, services et faciliter l'accès des familles aux solutions à leurs besoins exprimés.

Il faut souligner les conséquences de l'impossibilité de choisir ou de changer de milieu d'accueil. Chaque famille ayant des besoins différents, elles se retrouvent dans un milieu d'accueil ne correspondant pas toujours à leurs attentes. Comment prendre en compte leurs priorités dans le contexte actuel ?

Certains manquements au niveau de l'accompagnement et de l'accueil, il est parfois difficile de toucher le public en français.

c) Une évaluation compliquée

Un constat qui est ressorti des discussions est la réticence des parents de relayer des dysfonctionnements des différents services. Cette réticence serait due à la peur de perdre la place d'accueil si précieuse.

d) Trouble autistique

Les troubles autistiques sont de plus en plus visibles. Un travail auprès des parents est indispensable pour s'assurer d'un bon diagnostic et de pouvoir orienter vers des lieux plus spécifiques à l'accueil et à la prise en charge de ces familles. Au plus tôt cela est possible, au mieux c'est.

En lien avec le point ci-dessus, il est indispensable de se former pour observer ces signes et accompagner au mieux ces jeunes enfants et leurs parents.

Le manque de place dans les structures spécifiques et dans les soins ambulatoires est criant.

e) Dysfonctionnement dans le secteur Petite enfance

Entre le coté néerlandophone et francophone, il n'y a aucune uniformisation, pas de réelle centralisation, mettant en difficulté un réseau qui souvent agit sur le même territoire.

Le secteur soulève également une connaissance du réseau trop faible (carte sociale).

Il y a un sentiment que les lieux liés à la petite enfance ne sont pas une priorité pour les pouvoirs publics, pourtant il s'agit de lieux primordiaux d'accueil et de prévention.

Ces espaces devraient permettre de faire le pont avec l'école ! Il semble primordial de créer plus de liens entre crèche et école, de faire des ponts entre les 0-5 ans. A la crèche, le jeune enfant va développer des tas de compétences pour se préparer à aller à l'école.

Il y a un manque de temps et d'espace ainsi qu'un manque de personnel dans le secteur de la petite enfance.

Nos mandats ne nous permettent pas toujours de pouvoir accompagner ou faire relais de manière reconnue et officielle.

La formation est bien trop souvent absente. Les interventions, supervisions sont un manque criant. Au vu des horaires compliqués en crèche, seules les journées pédagogiques prévues à cet effet dans le calendrier permettent à toute une équipe d'y participer.

Il existe de bonnes formations proposées par l'ONE mais rapidement, il n'y a plus de place alors qu'il y a une demande et un besoin des équipes

## ***Pistes et forces***

### a) La force du réseau et des acteurs locaux

Un atout majeur dans le secteur est la connaissance du réseau d'initiative citoyenne et local. C'est un outil précieux permettant le partage des problématiques et besoins ainsi que la construction de pistes et solutions.

Le réseau permet de s'adresser à un public plus large et d'aider de nouvelles familles à trouver des espaces d'accueil petite enfance.

L'accueil doit donc être élargi aux endroits où les familles viennent déjà (différentes organisations, système de permanence, réorientation, heures d'ouverture communes).

Comme dit ci-dessus dans les constats, il est nécessaire de renforcer les liens entre les associations et les écoles afin de favoriser l'accès aux loisirs et aux Accueil Temps Libre (ATL). Un réel partenariat entre les associations, les écoles et la ville permettrait de trouver des nouvelles solutions quant aux transports et aux encadrements des familles.

Il est important de développer et favoriser les liens entre les lieux d'accueil, la crèche et l'école maternelle pour favoriser la confiance auprès des familles.

Pour favoriser ce réseau, il est important de décloisonner les structures et services.

Exemple : la plateforme « Pas à pas » à Vielsam. « Pas à pas » est un réseau de professionnels de la petite enfance sur la commune qui ont pour but de lutter contre la pauvreté. Ils sensibilisent et forment les professionnels, associent les citoyens, écoutent les besoins et organisent des actions concrètes auprès des familles.

Dans cette logique de partenariats, il est nécessaire de favoriser la pluridisciplinarité afin de développer au mieux la complémentarité des compétences autour de l'enfant. Cela permet de trouver plus facilement une réponse globale et structurelle aux situations de précarités des familles.

Pour rendre cela possible, il serait nécessaire d'harmoniser les différents organismes aux mêmes horaires (ajuster les heures d'ouverture), ce qui arrangerait également les parents.

### b) La proximité comme porte d'entrée

Il est important pour les acteurs petites enfance de pouvoir sortir de leurs institutions afin d'aller à la rencontre des familles du quartier. Il faut développer une proximité (tant physique que symbolique) plus importante.

Le travail de rue est à encourager (//AMO). Afin d'éviter le non-recours, allons chercher les familles dans les quartiers.

Une idée retenue est d'organiser plus souvent des moments conviviaux, de jeux et de loisir permettant la rencontre des familles dans un cadre plus informel. Ces moments peuvent être l'occasion d'obtenir des informations et de poser des questions.

La proximité permet aussi de mieux identifier les besoins des familles et d'adapter les projets des espaces petites enfance à ces besoins. Cette adaptabilité doit pouvoir offrir des réponses nuancées, personnalisées en respectant bien évidemment le cadre légal et institutionnel dans lequel les travailleurs se trouvent. Pour cela, l'accueil des familles joue un rôle primordial dans la compréhension de leurs spécificités et de leurs parcours.

La communication devrait être renforcée envers les familles, une communication plus adaptée.

#### c) La nécessité de l'expérimentation

En lien direct avec le point précédent, la proximité permet l'investissement d'un espace commun à échelle humaine. Cet espace permet d'exercer la créativité et l'expérimentation de politique d'accompagnement des familles et de l'accueil des enfants.

Valorisons les partenariats avec des acteurs locaux (CPAS, SSM, ...) qui permettent d'adapter et de créer de nouvelles pratiques (simplification, multi-accueil).

Soutenons les projets pilotes et le déploiement de modèles innovants en faisant participer les familles concernées.

Pensons à accueillir et accompagner les parents comme s'ils pouvaient véritablement choisir le milieu d'accueil le plus adapté à leurs besoins même si la possibilité de choisir n'est pas réelle. Cela permettrait d'entamer la réflexion autour des besoins des enfants et parents et peut aider à accroître "l'investissement" des parents dans le parcours de leurs enfants. Cela permet aussi de tenter de faire connaître et essayer de faire valoir leurs droits.

#### d) Une réflexion sur les espaces petites enfance

Décloisonnons la prise en charge, l'accompagnement et de simplifions les démarches administratives.

Pour les équipes, dégageons du temps et des moyens financiers pour leurs formations, le travail en réseau et l'accompagnement (interview, supervision).

Adaptons le travail. En effet, nous avons remarqué le besoin de moments de travail en dehors des horaires de bureau pour accueillir des publics différents. Que nos structures reconnaissent et encouragent ces temps hors horaires classiques.

Une attention doit être mise sur la différence entre visée pédagogique et les besoins des familles.

Les permanences sont très importantes.

La présence de figures de ponts (qui accompagnent les familles aux rendez-vous) est également primordiale.

### ***Quatre acteurs du secteur de la petite enfance***

En fin d'après-midi, nous avons assisté à l'intervention de quatre acteurs du secteur de la petite enfance. En voici la retranscription.

#### a) Intervention de Joëlle Mottint

*Chercheuse, formatrice et coordinatrice pédagogique du RIEPP (Recherche et Innovation Enfants-Parents-Professionnel·le·s)*

J'ai eu l'occasion de suivre le travail du comité petite enfance au moment du Plan Global de Revitalisation. Il s'agissait d'une recherche exploratoire sur le travail en réseau du quartier et de la petite enfance.

Quelques points saillants étaient sortis de ce travail notamment :

- Le rôle du contre-pouvoir que représente un travail en réseau, c'est important dans une démocratie.
- La CSL essaye réellement de faire émerger la parole des habitants et d'en tenir compte.

Ce travail pour arriver à écrire ce Plan Global de Revitalisation est réellement une expérience de démocratie directe.

- Cette volonté d'aller au-delà des sparadraps. C'est-à-dire que chaque association, chaque structure essaye d'aider les familles au mieux mais nous avons besoin de changements structurels. Il y a un truc qui ne va pas de toujours amener des solutions et qu'il y ait toujours plus de précarité.
- A côté de cela, il y a des questions : comment peut-on faire réseau ? Comment peut-on amener des nouvelles personnes dans les réseaux (ex : comité petite enfance qui existe depuis longtemps pas évident pour les nouveaux de trouver sa place).

La recherche NOUR, financée par l'ONE, porte sur le non-recours des familles aux crèches et aux milieux d'accueils. L'ONE constate et se demande pourquoi il y a des familles qui ne vont pas en crèche, en milieu d'accueil, aux activités extra-scolaires. Cette recherche est en cours, il n'y a pas encore tous les résultats. Le RIEP en collaboration avec l'université de Louvain a travaillé par territoire, et un des territoires investigués c'est Laeken.

La question dont je vais vous parler dépasse Laeken. Il s'agit d'un double paradoxe :

D'une part, ce qui nous a frappé : Il paraît plus facile de trouver une place en crèche lorsque l'on passe par un service tiers (ex : CPAS, AMO...) alors que la famille n'est pas toujours demandeuse de mettre son enfant en crèche. Elle va avoir une place alors qu'elle n'est pas spécialement demandeuse.

Par ailleurs, il y a d'autres familles qui ont besoin d'une place, qui en cherche une par leur propre moyen mais elles n'en trouvent pas.

Deuxième paradoxe :

Parfois cet accès via un tiers, il est justifié par l'obligation de suivre une formation. Lorsque l'on dit cela, on dit que les crèches ont un rôle économique. Elles servent à mettre les enfants à la crèche pour que les parents puissent aller travailler ou suivre une formation. Cela ne sert pas pour les enfants : parce qu'elles ont un rôle éducatif, un rôle social...on renforce les parents à ne pas avoir envie de mettre leurs enfants à la crèche puisqu'ils partent avec cette idée et pensent que ce n'est pas bon pour leurs enfants. Un questionnement à mettre au travail : comment les familles peuvent reconnaître cette fonction éducative et sociale alors qu'on leur dit exactement le contraire.

La question des 0-6ans : Nous avons rencontré beaucoup de familles pour lesquelles c'est inenvisageable de mettre leurs enfants à la crèche. Elles préfèrent arrêter de travailler, de s'organiser avec leur réseau...Pour ces familles c'est une évidence qu'à partir de 2,5- 3 ans leurs enfants vont aller à l'école. Si l'on passe de 0 à 6ans, que va-t-il se passer ? est-ce que les enfants vont rentrer seulement à l'école à partir de 5ans ? ou cela va avoir l'effet inverse, les enfants iront dans un milieu d'accueil à partir de 12 mois ? Question à reposer ?

Cette question du choix. Est-ce que les familles ont un réel choix ? à temps plein, mi-temps...

Qu'en est-il des familles qui ont des enfants avec des besoins spécifiques. Le choix est encore plus réduit.

Du côté des professionnels, il y a un manque de temps pour suivre des formations, des supervisions. La liberté des structures de fermer pour organiser des journées pédagogiques. Comment faire pour que chaque famille se sentent à sa place au sein des services ?

#### b) Intervention de Bernard Devos

*Délégué général aux droits de l'Enfant*

Lorsque je suis rentré en fonction comme délégué des droits de l'enfant, mon expérience était les adolescents compliqués, qualifié d'infraction, des adolescents difficiles.

Je sors de fonction dans quelques mois, normalement. Et je sors d'un parcours de 14 ans où le centre est la petite enfance. C'est sans doute vous qui m'avez convaincu comme encore aujourd'hui, de l'importance vraiment fondamentale de l'accueil de la petite enfance. Il est évident lorsque l'on voit les hésitations du pacte d'excellence, on sait quand-même que nos amis finlandais qui ont un système scolaire qui marche bien. Avant de réformer l'enseignement, ils ont passé 4 ans à réformer la petite enfance. On construit par le bas.

Les crèches aujourd'hui, ne sont plus simplement des lieux stériles où les enfants ne refilent pas leurs microbes aux autres, c'est un lieu super important où les enfants vont faire leurs premiers apprentissages collectifs qui sont déterminant pour les suivants. C'est un endroit où ils vont avoir accès à la psychomotricité, un endroit où les parents vont pouvoir faire état devant un professionnel de leurs difficultés avant que cela devienne un gros pataquès qui devra être géré par des services spécialisés. Vous êtes essentiels et je me sens un peu illégitime.

On a cité la question de l'inclusion, elle est aussi fondamentale. Si on commence l'inclusion, il faut commencer tôt. Il ne faut pas attendre que le système soit déjà organisé. Il faut inclure les enfants directement avec les besoins spécifiques. Ce n'est pas uniquement les situation d'handicape mais tous les besoins spécifiques. Les enfants en situation d'handicape, ils ont des potentialités énormes à côté de leur handicap.

Un truc sur la pauvreté, il faut rappeler toujours que la pauvreté des enfants, c'est d'abord celle des parents et de leur famille. Donc augmenter le salaire minimum garanti, augmenter les allocations de remplacement ; individualiser et automatiser les droits des parents...quand on a fait cela on a déjà sorti une bonne partie des enfants de la pauvreté. Certains pays s'organisent bien mieux que le nôtre ; pour éviter que les enfants subissent la pauvreté des parents. En organisant la petite enfance de qualité, une école égalitaire, en organisant des loisirs, la culture gratuite ou facilement accessibles.

Je termine sur la question du réseau, on parle de réseau et de transversalité. Le réseau est une richesse insoupçonnée mais il faut quand-même que les réseaux soient bien nommés et bien organisés parce que vous savez que l'étymologie c'est un entrelas de cordes pour servir de piège aux animaux, c'est donc particulier. Réseaux en italien cela se dit « Facho » aussi... le réseau n'a pas de valeur, c'est ce que l'on met dedans qui est important. Soyons donc attentif lorsque l'on parle de réseaux de bien se mettre d'accord sur quel est notre objectif, notre finalité plutôt que de se mettre d'accords sur les moyens et les modalités. Soyons attentifs à ce que l'on fait et au secret professionnel partagé parce qu'on a beaucoup entendu dans les ateliers la question de la relation de confiance. Elle est d'une fragilité incroyable et pourtant elle est indispensable.

c) Intervention de Pascale Taminiaux

*de la Fondation Roi Baudouin*

Merci pour votre invitation. Je ne suis pas experte de terrain. A la fondation Roi Baudouin, nous sommes experts en gestion de projet. Je travaille au sein du programme pauvreté et justice sociale avec des actions pour lutter contre la pauvreté des enfants. Par les activités que nous développons, nous essayons de soutenir les acteurs de terrain. Et nous sommes aussi le lien vers le politique et le plaidoyer.

Les constats, cela ne s'améliore pas avec les crises multiples et successives les besoins sont là et augmentent.

Comme vous à la fondation, nous abordons la pauvreté via la justice sociale et l'aspect multidimensionnelle de la pauvreté et de ces conséquences. Il faut pouvoir lutter contre la cause structurelle. Cela sera le grand levier. Il faut rêver. C'est important de limiter les conséquences sur les enfants et les familles.

Cette idée qu'ensemble on parle de logement, de l'aspect financier, on parle de santé, c'est multidimensionnel, il faut travailler ensemble.

Vous avez une opportunité au niveau local, où vous pouvez identifier les choses. Vous êtes au plus proche des personnes, des familles, de ce qui nous mobilise ici.

Ce qui me paraît important c'est cette notion d'ancrage, d'affiliation quid des familles qui ne fréquentent pas vos structures, vos services pour différentes raisons : manque de confiance, d'information, de moyens... la recherche du non-recours nous permettra peut-être de nous aider à les identifier. Mais comment recueillir la parole de ceux qui sont invisibles ? Pour pouvoir adapter des réponses qui pourraient être adéquats pour eux.

Aujourd'hui au niveau de la fondation nous avons soutenu 8 projets concrets au niveau belge qui ont bien fonctionné dans cet ancrage. Une recherche est lancée pour comprendre pourquoi cela a marché ? D'ici un an on pourra comprendre ce qui marche.

Pouvoir se mettre dans les chaussures des familles pour les écouter et répondre aux mieux possible à leurs besoins, avec bienveillance. Aller les chercher où elles se trouvent.

Le projet KOALA à Alost – gvt fl – organise des moments facilement accessibles de jeux et de rencontres pour les familles avec enfants, dans la rue ou dans des endroits que les familles fréquentent déjà. Elles peuvent aussi obtenir des infos et poser des questions. Cela permet de mieux comprendre les besoins, de s'adresser directement aux projets pour ajuster l'offre de services à leurs besoins. *L'assemblée nous apprend qu'il y a 2 projets KOALA à Bruxelles.*

BMA EMILLE de Badje : chercher les enfants en développant des partenariats avec acteurs locaux (CPAS de BXL, service de santé mentale, etc.) et en adaptant leurs pratiques. A moyens constants a permis d'ouvrir la crèche à de nouveaux publics : simplification, multi-accueil etc.

La Maison de l'enfant (de l'emploi) d'Actiris où l'accessibilité est maximale, permet de suivre une formation, aide sur des demandes d'emploi ou de démarrer un nouvel emploi.

On a parlé du travail en réseau, et l'importance de fournir des réponses multidimensionnelles à des besoins multiples.

Les conditions du réseau, Bernard a parlé du contenu versus contenant, il est préférable de parler d'approche intégrée.

Travailler ensemble, coopérer entre acteurs avec la participation des enfants, des parents. Également Multi temporelle puisque 0-3 ans.

Il faut partager des choses et continuer à mesurer, évaluer, chiffrer pour comprendre et analyser et qu'ensuite cela puisse permettre de trouver d'autres financeurs. Coûts sociétaux.

Ce matin, j'ai retenu le Big vs Small face à des défis qu'on ne pourra pas résoudre à notre niveau mais il faut prendre le temps de faire des petits pas, tester, essayer, et mesurer au niveau local.

d) Carole Barbé

*Présidente de la Cohésion Sociale de Laeken*

En CSL, on veut prendre des risques avec un prochain défi : rendez-vous le jeudi 23 juin !

L'idée est de faire du social ensemble, tous sur la place Bockstael. L'appel est lancé : on sort nos services, nos structures pour les habitants. Il s'agit de revenir au lien et à la proximité.

Plusieurs acteurs seront là pour régler les situations en direct, en partenariat. Nous pouvons changer le social en pensant à des nouvelles pratiques.

e) Arnaud Pinxteren

*Echevin de la Petite enfance*

Remerciements aux personnes présentes ce matin et cette après-midi et mise en avant de la richesse des échanges et des suggestions formulées. On a parlé de rêver, de tout ce qu'il faudrait faire mais je vois surtout tout ce qui est déjà fait.

Ce qui est frappant c'est l'importance de la petite enfance des 8 premiers jours, des 0-3 ans alors que derrière tout cela, il y a d'abord les parents...ne pas les oublier. Il y a cet enjeu des adultes dans la petite enfance, la question est globale, l'approche doit être globale, il faut considérer que les solutions de la petite enfance sont d'abord des solutions de société.

Ensuite, il y a la question du réseau. Heureux d'avoir pu monter et construire un contact entre nous. On s'était vu, début de la mandature, à la présentation du PGRL. Au niveau de la petite enfance, prenons rendez-vous sur base annuelle pour faire le point sur certaines problématiques, sur des points que l'on veut creuser. La ville doit être un partenaire, les autorités communales doivent être, vraiment, à l'écoute du terrain, on ne doit pas faire à la place mais avec vous.

Aujourd'hui, c'était une première journée de discussions et de lancement de la quinzaine de la petite enfance. Il y aura une série d'activités pour faire connaître aux parents la richesse de pédagogie de nos équipes. Le programme est disponible en ligne.

## **Et maintenant ?**

Une chose semble claire : le nombre de familles vivant des situations de détresse augmente et les problématiques s'aggravent. Il suffit d'en discuter avec des professionnels ou des familles, la population s'appauvrit, les espaces de lien se raréfient et les familles qui hier arrivaient à s'insérer dans des réseaux d'aides et de soutiens cumulent aujourd'hui les exclusions. Cette journée est venue renforcer ce diagnostic. Une frustration s'est pourtant fait sentir. Le fait de partager des constats alarmistes sur les situations des familles côtoyant les structures ne peut être une fin en soi. Le danger est que ces espaces de rencontre soient utilisés comme soupape de décompression, permettant de "souffler un bon coup" et de repartir.

Comment faire ? Ou plutôt, comment être ? Où voulons nous aller ? Pour quelle société luttons-nous ? Doit-on sans cesse répondre à des conséquences en regardant inexorablement le réel s'empirer et se dire que « c'est déjà ça » ? Avons-nous un réel potentiel d'action, c'est-à-dire une capacité collective à redéfinir les règles du jeu ? Nous le pensons. Le pire serait sans doute de ne plus inventer des rapports au monde et aux gens radicalement différents, d'oublier que notre structure de société n'est qu'une proposition, et que les institutions ne sont que le prolongement de nos volontés citoyennes.

Nous allons évidemment ancrer cette journée dans une démarche qui nous l'espérons présentera des propositions de changements. D'ici là, arrêtons de nous contenter d'actions nuancées et transformons nos visions pour qu'elles visent à agir sur la cause profonde de ce que l'on veut modifier.

## **Présents à cette journée**

Foyer vwz

AMO CARS

Hopon (i-mens)

Basisschool Sint-Ursula Laken

Kind&Gezin

ONE

ASBL La Lice

Crèche Les Jardins d'Horta

LE PETIT VELO JAUNE ASBL

Loket Kinderopvang Brussel

ASBL SOS Papa Belgique

Huis van het Kind – Ket in Brussel / Café Puree Quartier

Centre de Planning Familial de Laeken

Ville de bruxelles AS

StapSteen vzw

Grandir Ensemble à Laeken

Huis van het Kind – Ket in Brussel vzw

School van Laken Nekkersdal

CAW Brussel

Mères et Femmes crèche

SSM Champs de la Couronne

L'aquarelle

L'interstice

Badje asbl

Kinderdagverblijf 't Plantzoentje

Nekkersdal + Brede School

Café Puree + Babytheek

Kind and Gezin de Weeg

Norois SSM

Ville de bruxelles

PICOL asbl